

Suisse

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **68 (1980)**

Heft [5]

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Où en sommes-nous ?

Depuis la dernière séance du comité, un groupe de travail a analysé en détail le Message du Conseil fédéral.

Au cours d'une séance le 31 mars, M. Moser, du Département fédéral de justice et auteur du Message, a indiqué le calendrier suivant :

- 14-15 avril, à Olten, première séance de la Commission du Conseil national (présidée par Mme Fueg, de Soleure); une deuxième séance est prévue pour le mois de mai. Le comité d'initiative prend contact avec chacun des membres de cette commission.
- Session de juin : discussion au Conseil national.
- Session de septembre : discussion au Conseil des Etats.
- En décembre, la question devrait être tranchée par les Chambres.
- Votation populaire prévue pour la deuxième moitié de 1981.

Entre temps paraîtra un rapport de la Commission fédérale pour les questions féminines sur les inégalités entre hommes et femmes.

Au cours de la séance avec M. Moser, deux points ont été discutés, qui seront sans doute soulevés aux Chambres :

- application du principe de l'égalité de salaire aussi bien dans les relations entre particuliers qu'avec l'Etat : M. Moser est catégorique, le principe s'applique dans les deux cas et le Conseil fédéral le dira devant les Chambres ;
- délai d'application : la suppression de la clause du délai dans le contreprojet ne signifie pas qu'on cherchera à étouffer la question ; M. Moser a exposé les raisons de cette suppression. Un autre moyen de pression existe : le contreprojet pourrait être complété par un amendement qui chargerait par exemple la Commission fédérale pour les questions féminines de faire des rapports périodiques sur les progrès dans la voie de l'égalité de droits. Une motion dans ce sens sera-t-elle déposée lors de la discussion aux Chambres ?

Contrairement aux bruits qui ont couru, il est clair que le comité d'initiative ne pourra prendre aucune décision sur un retrait éventuel de l'initiative en faveur du contreprojet avant de savoir quel contreprojet sortira des débats parlementaires.

Perle Bugnion-Secretan
membre du comité d'initiative

Vers la création de IN

Une communauté d'action pour défendre les principes de l'Initiative sur l'égalité des droits entre hommes et femmes.

Son but : réunir le plus grand nombre possible d'hommes et de femmes pour défendre et propager les principes de l'initiative et financer la campagne en vue de faire approuver par le peuple et inscrire dans la constitution les principes suivants :

- l'égalité juridique entre les sexes,
- l'égalité des droits et des devoirs dans la famille,
- l'égalité des salaires pour un travail égal ou de valeur égale,
- l'égalité de chances dans la formation, l'accès à l'emploi et l'exercice dans la profession.

1971 *Le suffrage féminin est accordé aux femmes suisses sur le plan fédéral.*

1976 *L'initiative sur l'égalité des droits est déposée à la Chancellerie fédérale.*

1981 *L'égalité des droits, l'égalité des salaires sont inscrites dans la constitution ?*

Pour que cela se réalise, participez à la Fondation de la communauté d'action IN en remplissant le bulletin ci-dessous

Bulletin à envoyer :

J. Berenstein, 36, avenue Krieg, 1208 Genève

- Je désire devenir membre fondateur de IN (cotisation Fr. 10.- à 15.-)
- Je vous prie de m'envoyer de la documentation

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

No Postal : _____

Date : _____ Signature : _____



HÔPITAL DE LA TOUR ET PAVILLON GOURGAS




Filiale de
La Société des Hopitaux

Humana

3, av. J.-D. Maillard CH-1217 MEYRIN
Tél. 022 82 55 44

SUISSE

SRT



Association
suisse
pour les
droits
de la
femme

Nouvelles de l'ADF

Elections aux sociétés cantonales Radio-TV

Qui représentera les auditeurs et téléspectateurs dans les comités des sociétés cantonales de Radio-TV, constituées le mois dernier dans tous les cantons romands ?

Beaucoup d'hommes, et, selon les cantons, beaucoup de femmes aussi. Les résultats sont toutefois encore incomplets, les Conseils d'Etat de certains cantons n'ayant pas encore nommé leurs membres au moment où nous publions ces chiffres.

A Neuchâtel, pour commencer par le pire, aucune femme (sur 11 membres) n'a été élue par l'Assemblée. Le Conseil d'Etat a alors nommé 3 femmes (sur 5), Mmes Marie-France Bouille, Janine Gass et Dora Comtesse-Zahnd.

A Genève, 3 femmes (sur 19) ont été élues : Mmes Claire Luchetta, Denise Lavanchy et Maria Rohner. Le Conseil d'Etat a ensuite nommé 6 hommes... sur 6.

Dans le Valais, Sœur Claire et Maria Gessler ont été élues par l'Assemblée (sur 10 membres). Il en reste 7 à nommer et coopter.

Pour Berne francophone, Mmes Geneviève Aubry, Claire-Lise Renggli et Josiane Aegerter sont élues (sur 9 membres).

A Fribourg, l'assemblée a élu, sur 9 membres, Mmes Eliane Jenny, Yvonne Lehnerr, Elisabeth Marcheret et Denise Filippona. Le Conseil d'Etat a nommé Mme Weinberger (sur 4).

En Vaud, Mmes France-Line Matile, Liliane Vauthier, Irène Gardiol et Françoise Gämperl ont été élues par l'Assemblée (sur 9 membres). Il reste 4 membres à désigner par le Conseil d'Etat et 5 à coopter.

Au Jura, enfin, la Présidente du comité est Mme Simone Bouillaud. Sont encore élues : Mmes Françoise Girardin, Marcelle Bilat, Henriette Danglard-Aubry et Jocelyne Farine (sur 16 membres). Le Conseil d'Etat n'a pas encore nommé ses membres.

Les demoiselles de Genève

Le mois dernier, nous racontions la question embarrassante posée au Conseil municipal de la Ville de Zürich à propos des demoiselles... et des damoiseaux. A Genève, le Grand Conseil s'est montré moins étroit d'esprit et a décidé qu'il était normal qu'au-dessus de vingt ans, l'on ne fasse plus de distinction parmi « le sexe faible » (pour reprendre le lapsus fâcheux de M. Fontanet en défendant cette idée !) entre les femmes mariées et célibataires.

Alors bon, tout le monde est content — sauf une demoiselle.

Une demoiselle qui s'élève contre cette résolution parce qu'elle tient à son « Mademoiselle » — c'est son droit le plus strict ;

— parce que, dit-elle, les célibataires paient plus d'impôts que les femmes mariées, veuves ou divorcées — là, on voit mal le rapport...

— parce que ce sont des femmes députées mariées qui ont fait voter cette résolution (ce qui est faux, plusieurs femmes députées sont célibataires).

Quelles que soient les opinions qu'elle suscite, la résolution a été votée par le Grand Conseil genevois — à notre plus grande satisfaction !

Assemblée générale de l'ADF

Le samedi 31 mai 1980 aura lieu la 69^e assemblée générale de l'Association suisse pour les droits de la femme au centre Alpha-Berne.

Au programme :

dès 09 h. 30 *A l'entrée de la salle :*
distribution des cartes de vote

10 h. 30 Assemblée des délégués

Ouverture de la séance par Mme Olivia Egli-Delafontaine, présidente centrale, Zurich

Ordre du jour


1. Appel des délégués
2. Nomination des scrutatrices
3. Procès-verbal de l'AD des 19/20 mai 1979 à Zoug
4. Rapport annuel 1979
5. Rapport de caisse 1979 et budget 1980/81
6. Rapport des vérificatrices
7. Election du Comité central
8. Election de la Présidente

12 h. 30-

14 h. *Repas en commun (lunch)*

14 h. 15 Propositions

9. Proposition du Comité central
Revision totale des statuts
10. Proposition des sections vaudoises
Remise en question de l'appartenance à l'ASF de sections cantonales en qualité de membre B
11. Proposition de la section Bâle-Ville
Réorganisation professionnelle du secrétariat central
12. Proposition de la Commission
« Tiers-monde »
Conception de l'aide ADF au Tiers-monde
13. Proposition de Mme C. Langenberger
Organisation d'un séminaire.
Thème : Politique d'engagement de l'ADF en cas de crises graves
14. Discussion
Fête « 10 ans de suffrage féminin », 7 février 1981



KYBOURG
ÉCOLE DE SECRÉTARIAT
DE COMMERCE ET DE LANGUES
GENÈVE - 4, Tour-de-l'Île - Tél. 28 50 74
Mme M. KYBOURG, directrice
Membre de l'Association genevoise des Écoles Privées
AGEP

DIPLOMES

Préparation aux fonctions de
SECRÉTAIRE DE CADRES ET DE DIRECTION
trilingue ou quadrilingue
SECRÉTAIRE-STÉNOACTYLOGRAPHE
trilingue ou quadrilingue
EMPLOYÉ(E) DE COMMERCE
trilingue ou quadrilingue
STÉNOACTYLOGRAPHE bilingue ou monolingue
EMPLOYÉ(E) DE BUREAU bilingue ou monolingue

Langues étrangères enseignées
ANGLAIS : 5 niveaux, préparation aux examens de la British-Swiss Chamber of Commerce
ALLEMAND : 5 niveaux
ESPAGNOL : préparation aux examens de la Cámara oficial española de comercio en Suiza
ITALIEN : préparation au Diploma di lingua italiana della « Dante Alighieri »
STÉNO ET DACTYLO : préparation aux Concours officiels de Suisse romande.